



Directeur général

Gerd Müller, Directeur général de l'ONUDI

Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) depuis le 10 décembre 2021, Gerd Müller a occupé dès le début de sa carrière différents postes de direction et il a de nombreuses années d'expérience dans les domaines de la coopération au service du développement, de la durabilité, des institutions multilatérales et des partenariats public-privé. Tout au long de sa carrière, ses axes de travail prioritaires ont été de faire appliquer le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Accord de Paris sur les changements climatiques, la Convention sur la diversité biologique et la Déclaration de Beijing sur l'égalité des genres.

Au poste de Directeur général de l'ONUDI, il a mis en œuvre d'importantes réformes, fondées sur la devise « Le progrès par l'innovation », destinées à renforcer l'action de l'Organisation pour accroître son efficacité et ses retombées. Ainsi, l'ONUDI a pu accueillir trois nouveaux États Membres en l'espace de deux ans, mobiliser de nouveaux fonds, atteignant un nouveau record en 2023 et augmenter sensiblement – de 25 % – le volume des activités et des services de coopération technique exécutés. Par ailleurs, le Directeur général a contribué au resserrement des liens de coopération de l'ONUDI avec le secteur privé, ce qui a donné lieu à 29 nouveaux partenariats stratégiques public-privé pour la seule année 2023.

Sous la direction de M. Müller, l'ONUDI a également défini plus précisément ses domaines d'intervention :

Elle vise à **éliminer la faim** en soutenant des systèmes alimentaires durables, des technologies et une agro-industrie modernes, la gestion des pertes après récolte et une agriculture régénératrice intelligente face aux changements climatiques, ainsi qu'en contribuant à l'augmentation de la productivité et en générant des revenus par la création de valeur ajoutée et d'emplois au niveau local.

Elle entend **lutter contre les changements climatiques** en favorisant les énergies propres, la décarbonation des industries et les technologies résilientes et économes en énergie, afin de favoriser un développement économique et industriel à faibles émissions.

Enfin, elle cherche à promouvoir des **chaînes d'approvisionnement équitables et durables** afin que les producteurs des pays en développement bénéficient d'un traitement équitable, que les ressources naturelles – limitées – soient préservées et que les activités manufacturières donnent lieu à une plus grande valeur ajoutée au niveau local.

La vision qu'a le Directeur général de l'**avenir de l'industrie au service du développement** est celle d'un partenariat renouvelé et toujours plus puissant entre les pays en développement, les pays émergents et les pays industrialisés. Il s'agit avant tout de parvenir à une mondialisation équitable, dans le cadre de laquelle une industrie moderne et durable permet de produire des biens de grande valeur au niveau local, de créer des emplois décents et d'assurer un bien-être économique et social, tout en réduisant les émissions et en préservant l'environnement.

Nommé **Ministre fédéral allemand de la coopération économique et du développement** en 2013, Gerd Müller a occupé ce poste jusqu'en décembre 2021. À ce titre, il a fait de l'Allemagne, durablement, un partenaire solide et fiable pour les pays en développement.

Au cours de son mandat ministériel, l'aide publique au développement octroyée par l'Allemagne a augmenté sensiblement, pour atteindre pour la première fois 0,7 % du revenu national brut, et des investissements privés ont également été mobilisés grâce à de nouveaux modèles de financement. Gerd Müller a doublé le montant consacré aux programmes internationaux d'action climatique, mis au point de nouveaux instruments d'assurance contre les risques climatiques et créé une fondation destinée à financer des initiatives privées volontaires en faveur du climat. Fervent défenseur du commerce équitable et de la coopération avec le secteur privé, il a créé le premier label public de certification des textiles durables et proposé, en Allemagne et dans l'Union européenne, l'élaboration de textes législatifs sur le devoir de précaution des entreprises en matière de normes sociales et environnementales dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Auparavant, il avait exercé, au **Ministère fédéral de l'alimentation, de l'agriculture et de la protection des consommateurs**, les fonctions de **Vice-Ministre** chargé des relations internationales, des projets de développement et des questions mondiales d'alimentation.

Député au Parlement de la République fédérale d'Allemagne entre 1994 et 2021, il a notamment siégé à la Commission des affaires étrangères et à la Commission de la coopération économique et du développement.

De 1989 à 1994, il a été membre du **Parlement européen** et de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE.

Entre 1980 et 1989, il a été **enseignant en écoles professionnelles** et fonctionnaire au Ministère bavarois de l'économie.